



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Département de la Recherche
Appui à la Gestion des Connaissances
RCH/AGC

Toute l'équipe d'AGC vous souhaite une **BONNE ANNÉE 2005**

Numéro 21 - Janvier 2005

Editorial

Conférence internationale « Biodiversité : science et gouvernance » (Paris, 24-28 janvier 2005)

Cette conférence scientifique internationale, qui se tiendra au siège de l'UNESCO, rassemblera des scientifiques, des représentants de gouvernements, d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales. Organisée en marge des négociations internationales, elle vise à instaurer de nouvelles formes de dialogue et à donner un nouvel élan à la préservation et à la mise en valeur de la biodiversité.

Cette réunion répond à une annonce exprimée par le président de la République au sommet du G8 d'Evian en juin 2003. Ce projet, d'abord porté par le ministre de la Recherche auprès de ses homologues du G8 lors des réunions informelles du groupe Carnegie (G8 des ministres de la recherche), implique maintenant une communauté internationale beaucoup plus large et notamment des grands programmes et des conventions comme le PNUE (Programme environnement de l'ONU) et la Convention sur la diversité biologique ainsi que des organisations internationales impliquées dans la recherche comme l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Elle s'inscrit dans le processus global destiné à réduire l'érosion de la biodiversité de façon significative d'ici 2010 et à assurer sa conservation à long terme, le développement durable des usages de la diversité biologique ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices issus de l'utilisation des ressources génétiques. En dépit de la ratification de la Convention internationale de la diversité biologique (1992) par plus de 170 pays, l'érosion de la biodiversité se poursuit. Les connaissances scientifiques sont partielles, les coûts économiques sous-estimés et les objectifs politiques trop vagues.

Les travaux de la Conférence porteront sur les thèmes suivants :

- . Enjeux de la science et de la gouvernance de la biodiversité.
- . Etat et évolution de la biodiversité dans le monde : disparitions d'espèces, indicateurs ; défis des politiques de conservation.
- . Avantages sociaux et écologiques de la biodiversité : services liés à l'écosystème, écologie de la santé, changements climatiques.
- . Biodiversité et gestion des ressources vivantes : biodiversité marine et exploitation durable de la pêche, agriculture, dimensions culturelles et exploitation locale.

A partir du partage de ces diagnostics et de l'échange de ces expériences, la Conférence devrait pouvoir apporter des propositions nouvelles pour mobiliser la recherche, les pouvoirs publics et les acteurs privés en faveur de la biodiversité.

ChS / VS

Dans ce numéro

L'EAU

Economie institutionnelle de l'eau
Eau potable et assainissement : évaluation à mi-parcours des progrès réalisés
Accéder à l'eau
Agenda

LA TERRE

La désertification dans le monde : causes, processus, conséquences, lutte
Rapport Planète Vivante 2004
Les négociations à venir sur les changements climatiques : bilan et perspectives
Agenda

LES HOMMES

Rapport mondial de suivi sur l'EPT : l'exigence de qualité
Rapport sur le développement humain 2004
Espace méditerranéen – Entre mythes et nécessité
Agenda

LES ORGANISATIONS

Bâle 2
Institutions et développement
Economie et gestion des services
Agenda

DROIT, REGULATION

Les coulisses de la mondialisation : économie informelle transnationale et construction internationale des normes
Projet de loi de finances pour 2006 : aide au développement
Démocratie et développement
Agenda

GEOGRAPHIES

La Turquie aujourd'hui : un pays européen ?
Mesures d'aide à prendre face à la situation en Afghanistan : enseignements se dégageant des évaluations passées
Thaïlande : un pays géré comme une entreprise
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

The Institutional Economics of Water : a cross country analysis of institutions and performance - Economie institutionnelle de l'eau - Saleth, M. ; Dinar, A. - Banque mondiale, 2004 - 398 p. – Cote U3.166

Associant habilement la théorie institutionnelle avec l'analyse économique des ressources et faisant un examen complet de la littérature théorique et empirique, les auteurs développent une méthodologie novatrice pour évaluer quantitativement les performances des institutions dans le domaine de l'eau. Cette méthodologie est construite sur le principe de « l'écologie institutionnelle », « l'analyse des institutions » et « la théorie subjective » du changement institutionnel. Utilisant cette nouvelle méthodologie ainsi que des informations rassemblées par une enquête internationale auprès de 127 experts de l'eau, les auteurs présentent une analyse empirique détaillée du processus d'interaction entre performance et institutions dans le secteur de l'eau. Cet ouvrage évalue également la part de différents facteurs dans la mise en œuvre des réformes dans 43 pays.

➤ Le rapport web

Drinking Water and Sanitation : A Mid-Term Assessment of Progress - Eau potable et assainissement : une évaluation à mi-parcours des progrès réalisés - OMS/UNICEF, 2004 - 36 p.

Ce rapport établit que plus de 2,6 milliards d'humains ne disposent pas d'installations sanitaires suffisantes tandis que plus d'un milliard boit une eau impropre à la consommation. Il fait le point sur les efforts accomplis de 1990 à 2002 dans le cadre des Objectifs du millénaire. L'OMS et le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance constatent que si ce programme est « en bonne voie » pour l'eau potable, il est en retard pour les conditions sanitaires : un demi-milliard de personnes, vivant pour la plupart en Afrique rurale et en Asie, ne bénéficiera pas des progrès escomptés. Les pays en développement, notamment l'Afrique subsaharienne, sont les plus menacés par les conséquences du manque d'hygiène, dont l'apparition de maladies touchant en priorité les enfants. Le rapport signale aussi des « tendances inquiétantes », aggravées par l'urbanisation croissante, dans les pays industrialisés où les chiffres de couverture des besoins en hygiène et eau ont baissé de 2% entre 1990 et 2002. Cependant, l'objectif de réduire à 800 millions d'ici à 2015 le nombre des personnes n'ayant pas accès à une source d'eau potable sûre est en passe d'être atteint. Au cours des 12 dernières années, 1,1 milliard de personnes supplémentaires a pu bénéficier d'un tel approvisionnement, ce qui porte le taux de couverture des besoins dans ce secteur à 83% contre 77% en 1990.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/551.pdf>

➤ L'article

Tapping into water - Accéder à l'eau - Griffiths, S. - Africa Investor, décembre 2004, pp. 25-29

Cet article aborde la question controversée de l'approvisionnement en eau par le secteur privé, en particulier en Afrique. Les obstacles sont, entre autres, d'ordre réglementaire, institutionnel et politique et relatifs à la recherche de financement. En plus des difficultés d'ordre commercial, l'auteur évoque le problème d'éthique que pose la participation du secteur privé dans le secteur de l'approvisionnement en eau. Il estime que le secteur privé doit avoir une vision à long terme et travailler avec les gouvernements et les communautés, pour bâtir des institutions transparentes, des systèmes de régulation solides et des structures de projet qui traitent de tous les aspects du secteur. Il estime également que le privé doit se contenter d'un taux de profit raisonnable.

➤ L'agenda

- 2^{ème} Congrès international sur la protection des risques naturels et sur les conséquences du changement climatique, *Acqua Alta*, 18-20 janvier 2005, Munich, Allemagne
- *Législation de l'eau en Afrique : pluralité du cadre législatif de la gestion de l'eau dans l'agriculture africaine*, IFPRI, GWP, 26-28 janvier 2005, Gauteng, Afrique du Sud
- *Gestion et politique des unités de désalinisation de l'eau*, ADST, 1^{er}-2 février 2005, Alexandrie, Egypte
- *Séminaire Polytech'eau : système d'épuration pour les petites collectivités*, STE, 7-9 février 2005, Montpellier, France

LA TERRE

➤ L'ouvrage

La désertification dans le monde : causes, processus, conséquences, lutte - Nahal, I. - L'Harmattan, 2004 - 150 p. – Cote H4.227

Le nombre de personnes menacées par la désertification se situe aux alentours du milliard dont la majorité vit dans les pays en développement. Abstraction faite des régions arides très froides et des déserts absolus qui ne risquent guère de se dégrader davantage, il subsiste des régions arides et semi-arides qui pourraient être productives, mais qui sont menacées par la désertification. Leur superficie atteint 30% environ des terres émergées et 15% de la population du monde y vivent. Elles sont disséminées à tel point que le problème de la désertification touche les deux tiers au moins des pays de la planète. Bien exploitées, les régions arides et semi-arides auraient un potentiel de production important. La nécessité d'assurer à chaque habitant de notre planète de quoi se nourrir, se vêtir et se loger pose à l'humanité un problème prioritaire qui ira en s'aggravant avec l'accroissement de la population. La dégradation de l'environnement et les tensions biologiques et physiques qu'elle implique, s'accompagnent toujours de conséquences d'ordre économique et social. D'où la nécessité d'une coopération régionale et internationale dans la lutte contre ce fléau qui est un des problèmes environnementaux les plus sérieux de notre planète.

➤ Le rapport web

Rapport Planète Vivante 2004 – WWF, 2004 - 44 p.

Cette analyse s'inscrit dans le cadre de la mesure des progrès en matière de développement durable et de préservation de la biodiversité. Elle est basée sur deux indicateurs. Le premier, l'indice planète vivante (IPV), mesure les tendances générales des populations d'espèces sauvages à travers le monde. Cet indice considère l'évolution de la richesse naturelle en vertébrés et fournit ainsi une mesure de l'état des écosystèmes naturels. Le second indicateur, l'empreinte écologique, est une mesure de la durabilité et évalue les demandes passées et présentes de l'humanité vis-à-vis des ressources naturelles renouvelables de la terre. Ces deux indicateurs fournissent une information vitale sur l'état des écosystèmes et les pressions humaines qu'ils subissent. Malheureusement, l'IPV a chuté de 40% de 1970 à 2000, soit un sérieux coup pour la vitalité et la résistance des écosystèmes naturels. Pendant la même période, l'empreinte écologique a augmenté et dépassé la capacité biologique de la Terre de 20%. Bien que l'empreinte écologique ne fasse pas partie des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement, c'est néanmoins un point de référence crucial car elle représente l'ensemble du fardeau que l'humanité fait peser sur l'environnement.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFDI586.pdf>

➤ L'article

Les négociations à venir sur les changements climatiques : bilan et perspectives - Radanne, P. - Etudes et Perspectives, 4ème trimestre 2004 - 37 p.

Au moment où la communauté internationale s'active pour l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, les débats sont déjà engagés sur son avenir à court terme et sur le devenir de la seconde période d'engagement, au-delà de 2012. Les négociations relatives à cette période devraient être lancées au cours de 2005. Plusieurs défis et inconnues sont à considérer. C'est dans ce contexte que l'IEPF, chargé de l'étude prospective 2030 à la Mission interministérielle de l'effet de serre de France, publie ce premier numéro de sa nouvelle collection "Etudes prospectives".

➤ L'agenda

- Réunion internationale sur le développement durable des petits Etats insulaires, SIDS, 10- 14 janvier 2005, Port-Louis, Maurice
- Les pays en développement et le défi électrique, AIE, 17-18 janvier 2005, Paris, France
- Biodiversité, sciences et gouvernance, ministère de la Recherche / UNESCO, 24- 28 janvier 2005, Paris, France
- Conférence européenne sur la biomasse, Austrian Energy Agency, 26-29 janvier 2005, Graz, Autriche
- Comité d'aide au développement sur les dimensions du développement du coton africain, OCDE, 28 janvier 2005, Paris, France
- 6^{ème} Assises nationales de l'énergie, Communauté d'agglomération de Grenoble, 1^{er}- 3 février 2005, Grenoble, France
- Conférence sur les zones humides asiatiques, Awa, 6-9 février 2005, Bhubanewor, Inde

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Rapport mondial de suivi sur l'EPT : l'exigence de qualité – UNESCO, 2004 - 462 p. – Cote H2.155

La qualité est au cœur de l'éducation. Elle influe sur ce que les élèves apprennent et sur la façon dont ils l'apprennent ainsi que sur les bénéfices qu'ils tirent de leur éducation. La recherche des moyens de faire en sorte que les élèves obtiennent des résultats d'apprentissage décentes et acquièrent des valeurs et des compétences qui les aident à jouer un rôle positif dans leurs sociétés est une question qui figure à l'ordre du jour des politiques de presque tous les pays. Alors que beaucoup de gouvernements s'efforcent de développer l'éducation de base, ils doivent aussi relever le défi de faire en sorte que les élèves restent à l'école suffisamment longtemps pour acquérir les connaissances dont ils ont besoin pour faire face à un monde en rapide mutation. Les évaluations montrent que ce n'est pas le cas dans de nombreux pays. Ce rapport passe en revue les résultats des recherches sur les multiples facteurs qui déterminent la qualité et décrit les dimensions essentielles de l'amélioration du processus d'enseignement et d'apprentissage, en particulier dans les pays à faible revenu. Il suit l'aide internationale à l'éducation et les progrès accomplis vers la réalisation des six objectifs de l'Éducation Pour Tous.

➤ Le rapport web

Rapport sur le développement humain – PNUD, 2004 - 299 p.

Le développement humain consiste en premier lieu à permettre aux individus de mener le genre de vie qu'ils souhaitent et à leur donner les outils et les opportunités pour faire ce choix. Beaucoup de travaux sur le développement humain ont insisté sur un plus grand accès à la santé et à l'éducation, sur une meilleure répartition des richesses et sur la démocratisation. Mais pour mieux répondre à ces défis, et finalement éradiquer la pauvreté, le monde doit commencer par construire des sociétés intégratrices, respectant les diversités culturelles. Car permettre aux individus une expression culturelle pleine et entière est en soi un objectif de développement. Ce rapport porte sur ce thème. L'exclusion culturelle est répandue dans toutes les régions et touche principalement les minorités ethniques ou religieuses, les populations autochtones et les immigrés. Environ 900 millions de personnes seraient aujourd'hui victimes de discrimination ou défavorisées en raison de la religion ou de la langue. En outre, une grande partie des exclusions politiques, économiques ou sociales sont fondées sur l'identité culturelle. Ces groupes culturels ont souvent des niveaux de vie inférieurs à ceux de leurs compatriotes. Des études montrent en effet que les indicateurs de santé, d'éducation et d'espérance de vie sont moins bons, comme le relève l'indicateur du développement humain par groupe culturel.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/599.pdf>

➤ L'article

Espace méditerranéen - Entre mythes et nécessité - Courrier de la Planète, n° 43, juillet-septembre 2004 - 68 p.

Mer fermée et espace ouvert sur trois continents, la Méditerranée constitue un ensemble aux contours flexibles, une zone de fortes interactions, de complémentarités et d'antagonismes. Au cours des siècles s'est construit le mythe d'une mer d'échanges fertiles, berceau civilisateur. "L'histoire, dit Fernand Braudel, n'est pas autre chose qu'une constante interrogation des temps révolus au nom des problèmes et curiosités du temps présent qui nous entoure et nous assiège. Plus qu'aucun autre univers la Méditerranée en est la preuve, elle ne cesse de se raconter elle-même, de se revivre elle-même. Par plaisir sans doute, non moins par nécessité. Avoir été, c'est une condition pour être". La "nécessité" est celle d'apaiser par des actions concertées cette zone tourmentée où s'enchevêtrent intérêts et passions. La Méditerranée, qui cristallise les crises du monde, doit affronter des menaces et réduire ces fractures qui accentuent les frustrations et attisent les conflits et tensions, facteurs d'une instabilité permanente mais pas irrémédiable. Le "plaisir" serait donc celui de restaurer l'imaginaire d'une Méditerranée cosmopolite, ouverte et tolérante, creuset de Lumières d'Orient et d'Occident. En somme "être" à nouveau pour redevenir un espace commun de coopération et de partenariat.

➤ L'agenda

- *Forum sur le développement humain, PNUD-MAE, 17-19 janvier 2005, Paris, France*
- *Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, Nations unies, 18-22 janvier 2005, Kobe, Japon*
- *Diversité culturelle - Agence universitaire de la Francophonie - Ouverture de la première université ouverte des cinq continents, 10-18 janvier 2005, Tombouctou, Mali*
- *Forum social mondial, 26-31 janvier 2005, Porto Alegre, Brésil*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Bâle 2 - Sardi, A. – AFGES, 2004 - 304 p. – E4.343

Après un long processus de concertation commencé en 1999, le Comité de Bâle a promulgué en juin 2004 le texte définitif du nouveau dispositif d'adéquation des fonds propres des banques connu sous le nom de Bâle II. Il remplacera, à l'horizon 2006, l'actuel accord dit «ratio Cooke» ou Bâle I. Bâle II n'est pas simplement un nouveau ratio de solvabilité destiné à donner un coup de jeune au bon vieux ratio Cooke. Il porte un véritable projet stratégique, qui est d'inciter les banques à mieux gérer leurs risques par l'usage des meilleures pratiques et des meilleures méthodes existantes : notation interne, management des risques, procédures documentées et contrôle interne. L'ensemble se traduira par un système interne d'allocation des fonds propres, qui est le meilleur indicateur des risques et des performances. L'objectif de cet ouvrage est de présenter le nouveau dispositif de manière claire et pratique en illustrant les aspects techniques, parfois complexes, par de nombreux exemples et cas pratiques.

➤ Le rapport web

Institutions and Development - Institutions et développement - Jütting, J. - Centre de développement de L'OCDE, 2004 - 46 p.

Ce Document technique fait le point des théories concernant l'impact des institutions sur la croissance économique et sur d'autres aspects du développement. La plupart des travaux font état d'une forte corrélation positive entre la qualité et les performances des institutions d'une part, et les résultats en matière de développement d'autre part. Toutefois, du fait de la diversité des méthodologies appliquées et des problèmes d'ordre conceptuel, le lien de causalité n'est pas clairement établi. Ce document propose un cadre analytique qui cartographie quelles sont les voies d'influence des institutions sur le processus de développement. Il souligne que les institutions ne sont pas seules en cause mais qu'elles s'insèrent dans une configuration locale influencée par des évolutions historiques et culturelles. Les analyses de l'impact des institutions sur le niveau de développement doivent tenir compte des différences entre les institutions exogènes et endogènes, la configuration locale, la perspective des acteurs économiques et l'existence de différents niveaux d'institutions avec des horizons temporels de changements variables.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/595.pdf>

➤ L'article

Economie et gestion des services - Economies et Sociétés - Cahiers de l'ISMEA, octobre 2004 - pp 1647-1844

Ce numéro regroupe des contributions centrées sur les services. Une première catégorie d'articles est axée sur la problématique de la proximité (une activité de service ne suppose-t-elle pas la proximité ?) Un deuxième type d'articles, faisant écho aux interrogations actuelles sur la façon dont les activités de services et donc les relations correspondantes de service, se situent dans les zones marchandes et non marchandes de l'économie, expose une démarche créatrice à ce sujet, s'efforçant de donner corps à deux autres notions, celles de "hors marchand" et "non marchand", pour montrer enfin comment ces quatre notions se combinent entre elles. Figure ensuite un rapport sur l'état de la recherche sur la relation entre services et développement régional. La dernière partie porte sur l'externalisation, sous la forme de l'outsourcing, et surtout de l'offshoring, problèmes majeurs du fonctionnement économique contemporain qui concernent de plus en plus les services.

➤ L'agenda

- *CNUCED – Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, 12-15 janvier 2005, Genève, Suisse*
- *CFCE - Les rencontres du commerce internationale, 24-29 janvier 2005, Paris, France*
- *CNUCED – Séminaire Train For Trade sur la stratégie de mise en œuvre d'une politique de concurrence, 26-31 janvier 2005, Luanda, Angola*
- *OCDE – Science, technologie et innovation pour le XXI^e siècle, 29-30 janvier 2005, Paris, France*
- *OCDE - Le partenariat en vue d'une coopération pour le développement plus efficace – (Comité d'aide au développement), 1-2 février 2005, Dublin, Irlande*

DROIT, REGULATION➤ **L'ouvrage**

Les coulisses de la mondialisation : économie informelle transnationale et construction internationale des normes - La Documentation Française, 2003 - 241 p. – Cote E3.116

La mondialisation est souvent examinée comme un processus affectant la seule économie légale. Mais qu'en est-il des activités économiques informelles, notamment celles marquées du sceau de l'illégalité ? Ce dossier interroge leur dimension transnationale ainsi que les dispositifs de contrôle internationaux mis en œuvre en guise de réponse publique. Il développe deux idées-forces légèrement décalées : la première consiste à montrer comment certaines activités informelles transnationales, assimilables à une certaine genèse de la mondialisation, se jouent des rouages de l'économie mondiale formelle ; la seconde met l'accent sur l'adoption de plus en plus systématique de normes internationales comme l'annonce d'une forme larvée de mondialisation des politiques publiques. Ce dossier alimente deux bases de réflexion. L'une a trait aux réalités des activités informelles d'un double point de vue diachronique et synchronique. L'autre nous conduit dans l'antre des dispositifs mis en œuvre en guise de réponse publique.

➤ **Le rapport web**

Projet de loi de finances pour 2005 : aide au développement - Tome III Briseperre, P. – Sénat, n° 77, 2004 - 67 p.

Dans la perspective de l'examen à mi-parcours des Objectifs du millénaire, prévu en septembre 2005, la progression de l'aide publique française au développement se poursuit. Elle s'inscrit dans un effort global accompli par les pays développés, conscients des risques que fait peser la pauvreté sur la croissance et la sécurité mondiale. Le rythme de progression de l'aide publique française reste soutenu. S'il est maintenu, il devrait permettre d'atteindre l'objectif intermédiaire de 0,5% du PIB en 2007, l'objectif à terme étant d'atteindre 0,7% du PIB, norme établie par les Nations unies à la fin des années 60 et réaffirmée par les Objectifs du millénaire pour le développement. La France revient ainsi aux premiers rangs parmi les bailleurs, non seulement par l'ampleur de son engagement financier mais aussi par sa capacité à promouvoir des solutions pour le financement du développement. Ce rapport présente en trois parties l'aide publique au développement de la France en 2005, les crédits du ministère des Affaires étrangères dédiés au développement et les crédits inscrits au budget du ministère de l'Economie et des Finances concourant à l'aide publique au développement.

<http://www.senat.fr/rap/a04-077-3/a04-077-31.pdf>

➤ **L'article**

Démocratie et développement - Marchesin, Ph. - Revue Tiers Monde, n° 179, 2004, pp. 487-510

Cet article se veut une synthèse actualisée d'un thème classique des études de développement : les relations entre démocratie et développement. Au-delà de toute attitude normative faisant la part belle à l'idéologie dominante de "démocratie de marché", l'observation empirique offre un paysage contrasté : les rapports entre démocratie et développement ne relèvent pas d'une conditionnalité réciproque directe mais de multiples interactions indirectes. Les travaux récents consacrés, sur le plan interne, au développement humain, ou, en matière de relations internationales, à la gouvernance mondiale, placent l'équation démocratie-développement au centre de leurs analyses, ce qui prouve l'actualité d'un tel débat.

➤ **L'agenda**

- *Forum « Development effectiveness in fragile states : the road to implementation », CAD/CE/PNUD/BM, 13-14 janvier 2005, Londres, Royaume-Uni*
- *Conférence « Challenges to Global Governance », Ditchley Foundation/OCDE, Ditchley Park, 14-16 janvier 2005, Chipping Norton, Royaume-Uni*
- *Réunion plénière du Conseil de l'Europe, Comité Moneyval, 17-21 janvier 2005, Strasbourg, France*
- *Réunion annuelle du Forum économique mondial, 26-30 janvier 2005, Davos, Suisse*
- *2^{ème} réunion plénière du Groupe d'action financière (GAFI XVI), 9-11 février 2005, Paris, France*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

La Turquie aujourd'hui : un pays européen ? Universalis - 193 p. – Cote PTR.004

Quelle place occupe la Turquie dans le monde contemporain ? Entre Asie et Europe, est-elle un pont ou une tête de pont ? La Turquie fait-elle partie de l'Europe ? Malgré les vœux pieux de Bruxelles et la volonté affichée par tous les gouvernements turcs depuis quinze ans d'adhérer à l'Union, c'est un jeu de dupes qui semble se dérouler : ajournements, réticences, non-dits de part et d'autre. Mais derrière l'approche technocratique rôdent les questions qui fâchent : le pouvoir des militaires, l'islam, les Kurdes, Chypre et l'immigration. La question turque fonctionne ici comme révélateur des nouveaux défis européens : où sont les frontières de l'Europe, quelle est la place de l'islam, comment gérer les minorités ? A travers les différentes analyses que présente cet ouvrage, la Turquie renvoie à l'Europe élargie l'image de ses propres contradictions, mais aussi de ses ambitions.

➤ Le rapport web

Mesures d'aide à prendre face à la situation en Afghanistan : enseignements se dégageant des évaluations passées – OCDE, 2002 – 20 p.

Ce rapport a été un important document de référence pour la réunion d'experts du CAD sur la reconstruction et le redressement de l'Afghanistan : « Imaginer l'avenir ». La réunion du CAD a donné aux participants la possibilité d'émettre des avis indépendants utiles aux décideurs et aux praticiens en leur permettant de débattre ouvertement des problèmes fondamentaux complexes auxquels se heurtent les stratégies de reconstruction et de secours. Les participants ont réfléchi aux questions de gouvernance et de sécurité, au renforcement des capacités au sein du gouvernement et de la société civile ainsi qu'à certains aspects de la dynamique régionale, comme le rôle de l'économie de guerre, questions qui étaient en conformité avec l'ensemble plus général des priorités recensées lors de la réunion des ministres tenue à Tokyo les 21 et 22 janvier 2002.

<http://www.oecd.org/dataoecd/47/34/24480239.pdf>

➤ L'article

Thaïlande : un pays géré comme une entreprise - Murriss, C. - Le Moci, n°1645, 2004 - pp. 16-27

Le Royaume de Siam figure parmi les pays les plus dynamiques de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (Asean) avec une croissance attendue de 8% en 2004. Le Premier ministre, Thaksin Shinawatra, a engagé des réformes propices au développement économique du pays. Un code des investissements favorable aux étrangers, un marché local ouvert à la consommation et aux grands projets incitent de nombreuses entreprises à s'y installer. Cet article examine le rôle moteur joué par la Thaïlande dans les associations régionales asiatiques. Il analyse le marché de l'automobile et de la construction ainsi que celui des biens de consommation. Il passe en revue le secteur des services en plein essor et présente l'aide efficace du bureau des investissements thaï, le BOI. Toutes les composantes du PIB soutiennent la croissance. La Thaïlande, sous la houlette de son Premier ministre, entend jouer un rôle moteur dans le sud-est asiatique, tandis qu'un considérable assouplissement de la législation sur les investissements permet aux sociétés de s'installer de manière autonome et d'y développer leurs affaires.

➤ L'agenda

- 4^{ème} convention France Maghreb, MRH, 27-28 janvier 2005, Paris, France
- Conférence « L'environnement des affaires dans les pays du Golfe (Israël, Jordanie, Liban, Syrie), Ubifrance, 31 janvier 2005, Paris, France
- Foire internationale de Khartoum, BOI, 16-26 février 2005, Soudan
- Séminaire « Indonésie », Ubifrance, 17 février 2005, Paris, France

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle met l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eeau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternel* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Timisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfta international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Véronique SAUVAT

Coordination :

Chantal SARALLIER

Véronique SAUVAT

Réalisation :

Alfred HUC

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT